

Résumé

La Corée a été durement touchée par le choc des prix des matières premières et la crise financière mondiale, qui ont ralenti l'activité économique et fait grimper l'inflation. La dégradation des termes de l'échange a réduit le revenu national, pesant ainsi sur la demande intérieure, alors que le ralentissement des échanges mondiaux a modéré la croissance des exportations du pays. En outre, la forte dépréciation du taux de change et l'intensification de la crise des marchés financiers mondiaux ont encore assombri les perspectives. Les mesures de relance budgétaire mises en œuvre récemment soutiendront vraisemblablement la croissance, mais toute reprise économique dépend du redressement de l'économie mondiale. Outre ces difficultés à court terme, la Corée est confrontée à plusieurs enjeux pour assurer le maintien de la croissance économique à moyen terme : elle doit notamment procéder à une réforme fiscale, améliorer la croissance de la productivité dans le secteur des services et réformer le marché du travail et le système d'éducation.

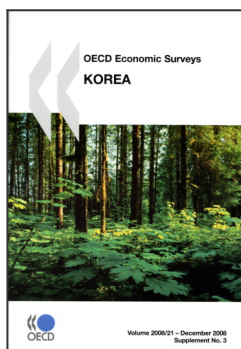
La politique macroéconomique a un rôle difficile à jouer. À court terme, la politique monétaire devrait viser à encourager l'activité et la stabilité des marchés financiers. Une intervention sur le marché des changes pour soutenir le won serait vraisemblablement coûteuse et inefficace face aux turbulences financières mondiales et devrait donc être limitée à des opérations de lissage. À mesure que la situation se stabilise, il faudra que la politique monétaire prenne davantage en considération le fait que l'inflation risque de s'enraciner bien au-dessus de la zone cible de 2.5 à 3.5 %. Si les réductions d'impôts et les dépenses supplémentaires aident à amortir la baisse de l'activité, la politique budgétaire à moyen terme devrait être axée sur le maintien d'une position solide des finances publiques, eu égard aux pressions qui s'exerceront sur les dépenses à l'avenir. Compte tenu des réductions d'impôts prévues, il faudra pour cela maîtriser les dépenses publiques, qui se sont accrues rapidement ces dernières années.

Une réforme fiscale d'ensemble est indispensable. Les dépenses publiques sont parmi les plus faibles de la zone de l'OCDE, en raison de la population relativement jeune de la Corée. Cependant, cette population devrait vieillir plus rapidement que dans tout autre pays de l'OCDE, exerçant une pression à la hausse considérable sur les dépenses publiques à long terme. Une réforme fiscale est donc nécessaire pour répondre à la nécessité d'une augmentation des recettes, tout en contribuant, dans le même temps, à promouvoir la croissance économique, à réduire l'inégalité croissante de la distribution des revenus et la pauvreté relative, et à améliorer le régime fiscal local pour donner une plus grande autonomie aux collectivités locales. Afin de réaliser ces objectifs, la réforme devrait s'appuyer essentiellement sur une augmentation des taxes à la consommation et un élargissement de la base des impôts sur le revenu, pour générer des recettes supplémentaires, sur un crédit d'impôt sur les revenus salariaux, pour réaliser les objectifs de distribution, et sur une plus large utilisation des taxes foncières, pour financer les collectivités locales. Le maintien des taux des impôts directs à un bas niveau encouragera la croissance.

L'amélioration de la productivité du secteur des services est indispensable pour soutenir la croissance. Les faibles gains de productivité dans le secteur des services – 60 % de l'économie – ont exercé un important effet de freinage sur la croissance. Pour doper la productivité, il

faut renforcer la concurrence en accélérant la réforme réglementaire, s'attacher à supprimer les obstacles à l'entrée et renforcer la politique de la concurrence. Une plus grande ouverture à la concurrence internationale, grâce à des conditions plus propices à l'investissement direct étranger et à la couverture des services dans les accords de libre-échange, contribuerait aussi à améliorer la situation, tout comme les mesures visant à faire face aux problèmes des petites et moyennes entreprises. Des réformes spécifiques sont nécessaires dans les principaux services, y compris les télécommunications et les services financiers et aux entreprises.

Les réformes du marché du travail et de l'éducation sont aussi indispensables à la croissance. Le dualisme du marché du travail, imputable à la part croissante des travailleurs temporaires, a des conséquences négatives sur la formation de capital humain. En réduisant le dualisme, on pourrait améliorer l'efficacité et l'équité. Pour atténuer l'incidence du vieillissement de la population, le taux d'activité doit être accru, en particulier pour les femmes et les jeunes. Une expansion des services d'accueil des enfants et une amélioration de la situation en matière de congé maternité sont prioritaires dans cette optique, alors que la réduction du dualisme encouragerait la participation des deux groupes. Les faibles taux d'emploi des jeunes sont dus en partie aux inadéquations entre le système d'éducation et le marché du travail, rendant importante une réforme à tous les niveaux d'enseignement. Pour les travailleurs seniors, l'âge de départ à la retraite dans les entreprises devrait être relevé en supprimant la retraite obligatoire, en réduisant l'importance de l'ancienneté dans la fixation des salaires et en éliminant progressivement l'indemnité de retraite.



Extrait de :
OECD Economic Surveys: Korea 2008

Accéder à cette publication :

https://doi.org/10.1787/eco_surveys-kor-2008-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2010), « Résumé », dans *OECD Economic Surveys: Korea 2008*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/eco_surveys-kor-2008-2-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.